

# **PRATIQUES DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (EE)**



## **Présentation pour la ville de Bangui et la République Centrafricaine**

**Efficacité énergétique dans les villes d'Afrique subsaharienne  
SE4All et la Convention des maires en Afrique Atelier –Dakar, 19-20  
octobre 2015**

## INTRODUCTION

Pays enclavé, la République Centrafricaine s'étend sur une superficie totale de 623.000 km<sup>2</sup>, faiblement et inégalement peuplée. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2003, le pays compte environ 5 millions d'habitants en 2012, avec une densité de la population de 8 habitants au km<sup>2</sup> au niveau national.

# I. CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE

*Les politiques et stratégies du secteur de l'énergie en RCA sont assurées par les entités suivantes:*

- *Le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique;*
- *L'Agence Autonome de Régulation du Secteur de l'Electricité en Centrafrique (ARSEC);*
- *L'Agence Autonome d'Electrification Rurale de Centrafrique (ACER);*
- *L'Energie Centrafricaine (ENERCA);*
- *L'Agence de Stabilisation et de Régulation des Prix des Produits Pétroliers (ASRP);*
- *La Société Centrafricaine de Stockage des Produits Pétroliers (SOCASP).*

## II. CADRE JURIQUE ET REGLEMENTAIRE

*Sur le plan juridique et réglementaire, la RCA dispose:*

- De l'Ordonnance n°05.001 du 1<sup>er</sup> janvier 2005, portant Code de l'Electricité qui libéralise le sous secteur;*
- Du Document de Politique Energétique National adopté en 2010, dans lequel les objectifs de la politique énergétique sont fixés;*
- Des lois n° 07.005 et n° 07.006 du 24 avril 2007, portant réorganisation du sous-secteur pétrolier aval en République Centrafricaine;*
- De la loi n°08.018 du 06 juin 2008 sur les biocarburants en République Centrafricaine.*

### **III. ANALYSE DES STRATÉGIES ET POLITIQUES D'EE ACTUELLES**

*L'objectif spécifique n°1 du Document de Politique Énergétique Nationale, a défini en son axe 11 les actions à mener dans le cadre de la maîtrise et de l'économie d'énergie comme suit:*

- Maîtrise de la demande d'énergie;*
- Mise en œuvre d'un programme d'économie d'énergie;*
- Campagne de sensibilisation et de formation de la population à la maîtrise de l'énergie, à l'utilisation des énergies renouvelables et à la connaissance des enjeux énergétiques;*
- Renforcement de la formation des artisans, des professionnels du secteur de l'énergie dans le choix des équipements;*
- Fixation pour l'ensemble des bâtiments publics, des exigences particulières en vue de promouvoir l'efficacité énergétique.*

## IV. PARTICIPATION – PARTIES PRENANTES

- *Le ministère en charge de l'énergie;*
- *Le ministère en charge de l'habitat;*
- *Agence Autonome de Régulation du secteur de l'Electricité en Centrafrique (ARSEC);*
- *Agence Autonome d'Electrification Rurale de Centrafrique (ACER);*
- *Energie Centrafricaine (ENERCA);*
- *L'agence de l'habitat;*
- *Les municipalités.*

## V. INITIATIVES SPÉCIFIQUES POUR L'EE

- *Le gouvernement Centrafricain à travers l'équipe PRISME, de concert avec la société française d'ingénierie (BECEOM), a réalisé en 1997 une étude de faisabilité par des diagnostics enquêtes sur plus de 130 bâtiments dans les secteurs résidentiels, industriels et tertiaires avec l'appui financier de la Caisse Française de Développement (CFD);*
  - ✓ *Les économies potentielles, en temps de retour inférieur à deux ans, sont de l'ordre de 2905 MWh dans le secteur public équivalent à 194 millions FCFA et de 1235 MWh dans le secteur résidentiel (205 Millions FCFA);*
  - ✓ *La poursuite de cette politique permettra de réduire sensiblement la consommation entraînant ainsi la baisse de la facture d'énergie;*
- *L'ENERCA avait menée une action d'économie d'énergie en remplaçant toutes les lampes à incandescence de ses abonnés avec des lampes de basse consommation.*

***Je vous remercie***